



Aéroports de Paris compte toujours sur la turquie pour rebondir

"*Nous déroulons notre plan de marche !*", s'est exclamé Augustin de Romanet, PDG d'Aéroports de Paris (ADP), à l'occasion de la présentation des résultats semestriels du groupe, jeudi 29 août. Il n'empêche : sur les six premiers mois de 2013, ADP a enregistré des résultats en demi-teinte.

Si le chiffre d'affaires a progressé de 6,2 %, à 1,3 milliard d'euros, le bénéfice net est en recul de 13,9 %, à 125 millions d'euros. ADP a chiffré l'ampleur de ses réductions de coûts : le groupe veut réaliser de 71 à 81 millions d'euros d'économies, avec notamment un plan de départs volontaires portant sur 370 postes en 2013. M. de Romanet a promis qu'il y aura "*zéro licenciement*".

TOUJOURS UN ESPOIR DU CÔTÉ D'ISTAMBUL

Outre ce régime minceur, le PDG table toujours sur l'[international](#) pour [faire repartir](#) les bénéfices à la hausse. Contre toute attente, le rayon de soleil pourrait [venir](#) de [Turquie](#).

L'acquisition, en mai 2012, de 40 % du turc TAV, gestionnaire de l'aéroport Atatürk d'Istanbul, contre 700 millions d'euros, avait viré au désastre. En mai 2013, c'est un concurrent de TAV, proche du [pouvoir](#) en place, qui avait finalement décroché la concession du futur aéroport international stambouliote.

Mais la poursuite du mouvement de contestation contre le gouvernement islamo-conservateur turc pourrait [repousser](#) la construction du nouvel aéroport. "*A ma connaissance, le consortium gagnant n'a pas fait part de son plan d'investissement. Leur projet ne prend pas d'avance*", dit M. de Romanet, qui se frotte les mains.

"*Nos collègues de TAV nous ont demandé de [travailler](#) avec eux sur des investissements pour accroître la capacité d'Atatürk. Nous nous y préparons très sérieusement, car il n'est pas exclu qu'on nous demande d'[aller](#) au-delà de 2021 [échéance de la concession d'Atatürk] si le troisième aéroport prend du retard.*"

En revanche, le dossier de la liaison rapide entre l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle et Paris, CDG Express, n'avance pas. "*ADP s'est engagé à [investir](#) dans ce projet, mais il a besoin d'un cadre, d'une garantie pérenne*", a pointé M. de Romanet, qui demande un engagement de l'Etat. Frédéric Cuvillier, "*le ministre des [transports](#), manifeste un tel enthousiasme pour le CDG Express qu'[il a] bon espoir*", confie le PDG.